

Au Nicaragua, des mesures tangibles sont venues concrétiser les engagements de démocratisation souscrits - la formation d'une Commission de réconciliation nationale, la réouverture de La Prensa et de Radio Catolica, l'autorisation de rentrer accordée à des ecclésiastiques ainsi que la libération de près de mille prisonniers politiques. Récemment, le gouvernement s'est également déclaré disposé à engager un dialogue indirect avec les contras par le truchement d'un médiateur, le cardinal Obando y Bravo. Il s'agit là de mesures tangibles. Elles sont encourageantes. Mais il convient de ne pas oublier que, selon certaines estimations, le Nicaragua compte toujours de sept à huit mille prisonniers politiques, que certains ecclésiastiques sont toujours en exil, qu'on a empêché Radio Catolica de diffuser son premier bulletin de nouvelles, et que le dialogue avec les contras est défini de façon étroite et n'a pas dépassé un stade très préliminaire. Il n'y a pas eu d'amnistie générale.

Au Salvador, les prisonniers politiques ont bénéficié d'une amnistie totale. Deux leaders prestigieux de l'aile politique du mouvement de guérilla ont déjà profité de cette ouverture afin de participer au processus politique légitime du pays. Le gouvernement salvadorien a également constitué une Commission de réconciliation nationale et n'a pas tardé à reprendre les pourparlers avec l'opposition armée. En outre, le Salvador a accepté le rapatriement de quelque 4 300 de ses réfugiés vivant dans des camps au Honduras. Toutefois, la violence continue d'affliger ce pays et le dialogue entre le gouvernement et l'opposition a été suspendu après l'assassinat de Herbert Anaya, le président de la Commission des droits de la personne, organisme non gouvernemental. Malheureusement, aucune des parties ne semble disposée à prendre l'initiative sérieuse dont dépend une reprise du dialogue.

Le Honduras n'est pas aux prises avec un conflit interne, mais il subit le contrecoup des problèmes que posent la présence de la Contra dans la partie méridionale de son territoire ainsi que l'afflux massif de réfugiés en provenance à la fois du Nicaragua et du Salvador. Le gouvernement a établi une Commission de réconciliation nationale chargée de contribuer au règlement de ces problèmes. En ce qui concerne les réfugiés, le gouvernement a prêté son plein concours au HCR pour le récent rapatriement des réfugiés salvadoriens dont j'ai parlé il y a un instant. Il a également demandé à la Contra de quitter son territoire mais, à ce jour, on n'a observé aucun mouvement important. On m'a indiqué au Honduras que des discussions officielles pourraient s'engager bientôt entre ce pays et le Nicaragua en vue de l'accomplissement de progrès concrets en matière de respect des dispositions de